

AQUITAINE

L'usine Ford de Blanquefort, reprise il y a un an par un financier allemand, a du mal à voir se concrétiser les projets annoncés lors du rachat. Les salariés viennent de déclencher un droit d'alerte.

Pour First Aquitaine, l'après-Ford est toujours flou

DE NOTRE CORRESPONDANT
À BORDEAUX.

La vie après Ford ne s'écrit pour l'instant qu'en pointillé pour l'usine de Blanquefort, dans la banlieue de Bordeaux. Les six projets de diversification, annoncés lors du rachat par le groupe financier allemand HZ Holding en début d'année dernière, tardent à se concrétiser et inquiètent de plus en plus les salariés, qui ont déclenché la procédure d'alerte. Ils ont du coup mandaté le cabinet Secafi pour les assister.

Pour l'ex-fleuron de Ford en Europe, rebaptisé First Aquitaine Industrie (FAI), qui emploie 1.600 personnes, les choses vont

devenir urgentes, puisque l'ex-maison mère s'est engagée à s'approvisionner en boîtes automatiques sur les bords de la Garonne jusqu'en 2011, mais pas au-delà. « *Nous sommes au pied du mur* », s'inquiète Jean-Luc Gassies, délégué syndical CFTC et secrétaire du comité d'entreprise.

Aucun investissement

La recherche de nouveaux marchés, notamment la fabrication de boîtes de vitesses pour des constructeurs chinois, n'a pour l'instant rien donné (« *Les Echos* » du 13 octobre 2009). « *J'ai confiance dans l'équipe de direction de l'usine* », a rappelé Alain Rousset, le président de la région, à l'occasion de ses vœux avant de recevoir une délégation des salariés de FAI. Quant à l'ambitieux projet Atlas (fabrication de pièces pour gran-

des éoliennes), pour lequel la Commission interministérielle des aides à la localisation des activités (Ciala) a accordé une prime de 1 million d'euros, il ne s'est toujours pas concrétisé.

Les collectivités locales, se sont bien engagées, via la société d'économie mixte Route des Lasers, à acheter des terrains et construire deux bâtiments devant abriter les chaînes de fabrication. Mais les banques se font tirer l'oreille pour apporter des fonds à un projet d'un montant total de 70 millions d'euros. Le médiateur du crédit est intervenu et les deux cabinets Deloitte et Ernst & Young, mandatés respectivement par Bercy et la direction de FAI doivent rendre leur rapport ces jours-ci.

De même, des projets de collaboration avec Johann Hay Automobiltechnik, présenté comme le

partenaire industriel de HZ Holding, pour de la fabrication de pignons, ou des travaux de traitement thermique, n'ont pas débouché. Les salariés s'avouent désarçonnés par un propriétaire qui avait promis d'investir 200 millions dans l'usine et dont ils n'ont vu les représentants que deux fois en un an. « *Jusqu'à présent, HZ Holding n'a rien apporté ni fait aucun investissement. Seuls les pouvoirs publics ont versé de l'argent. De même que Ford qui avait laissé des fonds sur des comptes* », insiste Jean-Luc Gassies.

Dès lors, les politiques locaux veulent reprendre le dossier en main et demandent à la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, qui s'était personnellement investie dans le dossier, de reformer le comité de pilotage.

FRANK NIEDERCORN